

# Observatoires de la criminalité: Recension d'expériences internationales

**Version préliminaire**

Jean Carrière, PhD

Décembre 2007



CENTRE  
INTERNATIONAL  
POUR LA  
PRÉVENTION  
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL  
CENTRE  
FOR THE  
PREVENTION  
OF CRIME

CENTRO  
INTERNACIONAL  
PARA LA  
PREVENCIÓN  
DE LA CRIMINALIDAD

[www.crime-prevention-intl.org](http://www.crime-prevention-intl.org)

# RAPPORT D'ANALYSE COMPARÉE





### **Avertissement**

Ce rapport a été réalisé à l'appui de la 1<sup>ère</sup> *Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité*, organisée conjointement par le Centre international pour la prévention de la criminalité, l'Observatoire National de la Délinquance (INHES) et la Délégation interministérielle à la ville de France les 11 et 12 décembre 2007, à Paris.

À ce stade, ce rapport présente donc des informations tantôt en anglais, tantôt en français et demeure incomplet. Il sera traduit et enrichi à l'issue de cette Rencontre.

Les informations contenues dans ce rapport proviennent majoritairement des documents publics accessibles sur les sites Internet des organisations concernées.

Ce projet, dirigé par Jean Carrière, a bénéficié du soutien du personnel du CIPC et de la supervision de Serges Bruneau, directeur des programmes du CIPC, et Valérie Sagant, directrice générale du CIPC.

# TABLES DES MATIÈRES

---

<i>Australian Institute of Criminology (Australie)</i> .....	10
<i>Observacion de la Seguridad de Madrid (Espagne)</i> .....	12
<i>Home Office (Royaume-Uni)</i> .....	14
<i>Observatorio Centroamericano sobre Violencia (Amérique centrale)</i> .....	15
<i>Center for Crime and Public Safety Studies (Brésil)</i> .....	19
<i>National Council on Crime and Delinquency NCDD The California Multi-City Gang Prevention Network (États-Unis)</i> .....	21
<i>National Institute for Crime Prevention and Rehabilitation of Offenders (Afrique du Sud)</i> .....	23
<i>Observatoire de la sécurité de Lausanne (Suisse)</i> .....	25
<i>Observatoire français des drogues et des toxicomanies (France)</i> .....	27
<i>Observatoire Montréalais des Inégalités Sociales et de la Santé (Canada)</i> .....	29
<i>Observatoire National de la Délinquance (France)</i> .....	31
<i>Observatoire national des zones urbaines sensibles (France)</i> .....	34
<i>Observatoire parisien de la tranquillité (France)</i> .....	36

## INTRODUCTION

Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) conduit depuis sa création en 1994 des travaux relatifs à la gouvernance de la sécurité. Lorsqu'un gouvernement, une organisation internationale, un groupe de pression, une association ou un organisme communautaire souhaitent agir en prévention de la criminalité et en sécurité, la phase d'observation des phénomènes criminels, de leurs évolutions et des ressources mobilisées pour y répondre apparaît toujours essentielle. Le CIPC a pu constater au fil des années combien cette demande s'est accrue, à mesure également que les outils intellectuels et techniques pour y faire face se développaient. Deux objectifs sont généralement recherchés : appréhender la complexité des phénomènes criminels et en dresser un tableau général, et analyser, sur un fondement sinon parfaitement objectif du moins stable, ses évolutions.

Mais si le principe en paraît simple, la réalisation d'un observatoire de la criminalité soulève des difficultés techniques, scientifiques, politiques, organisationnelles et budgétaires complexes. Cette première recension d'expériences vise à réunir l'information disponible en l'organisant autour des enjeux principaux. Elle a été réalisée à l'appui de la *1<sup>ère</sup> rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité*, organisée conjointement par le CIPC, l'Observatoire National de la Délinquance (INHES) et la Délégation interministérielle à la Ville de France, avec le soutien des ambassades du Canada en France et de France au Canada, ainsi que du Consulat général de France à Québec et de la Délégation du Québec à Paris.

Le terme « observatoire » est ici utilisé dans un sens large qui recouvre des organisations qui recensent, analysent et rendent publiques des données relatives à la criminalité. Ces organisations peuvent être locales, régionales ou provinciales, nationales ou supranationales et couvrir l'ensemble de la criminalité ou un ou plusieurs champs thématiques.

### **Méthodologie**

C'est à partir de l'expertise des membres du CIPC et du réseau des professionnels du Centre qu'une première liste d'observatoires a été dressée afin de définir les principaux paramètres auxquels devraient répondre les observatoires étudiés. Ainsi, cette analyse des organisations dédiées à la délinquance tente de couvrir des situations vécues sur divers continents et à différentes échelles, en Europe, sur les deux Amériques, en Afrique et en Australie. À ce stade, seul le continent asiatique n'a pas fait l'objet de recherche en raison du problème lié à l'analyse des sites internet utilisant une langue non maîtrisée par l'équipe.

Une attention particulière a été portée à la recherche d'observatoires locaux et d'observatoires thématiques.

Avec une grille commune à tous ces observatoires, nous examinons la nature juridique, le fonctionnement, le financement, la méthodologie soutenant toute la problématique des données, les territoires géographiques couverts et l'utilisation de systèmes d'information géographique pour la gestion des bases de données.

### **Indicateurs retenus**

Les observatoires peuvent prendre plusieurs formes selon qu'ils sont associés à des ministères ou des agences gouvernementales ou à des organismes non gouvernementaux sans but lucratif ou des instituts universitaires associés à des facultés.

La nature ou le statut juridique des observatoires a un impact majeur sur la définition du mandat, sur la mission et les activités de cet organisme. Il en est de même pour le rattachement de l'observatoire à une organisation si celle-ci est responsable de son financement.

Par ailleurs, la nature et le statut d'un observatoire influent sur la sélection des partenaires, les membres et clientèles visées et par le fait même sur le réseau de distribution des résultats des recherches ou les statistiques compilées. Les modalités de diffusion des résultats dépendent également des clientèles et partenaires qui composent la base de l'observatoire. Par exemple, dans certains cas, la diffusion se limite au réseau intranet des services policiers alors que d'autres observatoires diffusent leurs travaux au grand public. La structure de fonctionnement et le réseau d'appartenance des observatoires constituent deux indicateurs complètent cette analyse.

Une part importante de notre analyse s'est concentrée sur les banques de données utilisées par les observatoires. Nous avons recherché la provenance des données : informations venant de recensements, de sondages, de projets de recherche ou données institutionnelles. Nous avons également voulu évaluer si les informations colligées par les observatoires allaient au-delà de la statistique par l'ajout de données qualitatives aux données quantitatives. De plus, dans nos entrevues avec les responsables, nous avons examiné les diverses méthodes de collecte des données en usage, ainsi que l'organisation des données, leur traitement et analyse.

Une attention particulière a été accordée au lien entre la donnée et le territoire. Des précisions ont été demandées auprès de nos interlocuteurs concernant le bassin géographique couvert par leur observatoire (local, municipal, régional, provincial, national, international), ainsi que le niveau de « raffinement » de la donnée géo-référencée, c'est-à-dire le degré de précision de l'information quant à sa localisation.

Enfin, nous avons recherché si les organisations utilisaient un système d'information géographique (SIG) qui permet à la fois de gérer les bases de données et d'analyser ces informations dans le cadre des divers découpages du territoire.

Lorsqu'elles étaient disponibles, nous avons compilé les informations sur le budget de fonctionnement et la provenance afin de saisir l'importance des efforts investis et le lien avec les bailleurs de fonds.

### **Collecte des informations relatives à chaque observatoire**

Les indicateurs retenus nous ont permis d'élaborer des grilles d'analyse communes aux organisations étudiées. Les informations ont été recueillies dans un premier temps à partir des documents publics existants, ainsi que des contenus disponibles sur les sites internet. À partir de cette première version de la fiche pour chacun des observatoires à l'étude, nous avons mené une série d'entrevues téléphoniques afin de compléter les réponses à notre grille ou encore obtenir une confirmation de notre analyse. Plusieurs de nos correspondants nous ont fait parvenir par la suite des informations complémentaires pour étayer leurs réponses aux questions posées en entrevue.

### **Variété des organisations étudiées et de leur profil**

Certains observatoires de la délinquance sont des services de l'État avec un long historique et d'importants moyens financiers, tandis que d'autres sont récents et ne disposent que d'un budget très limité. De façon similaire, des organisations comptent sur une équipe multidisciplinaire de plusieurs centaines de membres alors que d'autres sont

soutenues par une ou deux personnes. L'échelle des territoires couverts par les organisations recensées présente également une image très hétérogène. Même entre les observatoires nationaux, on observe que les territoires couverts varient considérablement (l'Australie est un pays-continent). Au niveau municipal, certaines structures regroupent plusieurs villes à l'intérieur d'un même pays et parfois dans plusieurs pays distincts. D'autres enfin travaillent sur un très petit territoire – petite ville ou arrondissement.

Les principales caractéristiques des organisations étudiées sont les suivantes :

1. La nature et le statut juridique de l'organisation :
  - a. Création gouvernementale ou non-gouvernementale
  - b. Rattachement administratif ou budgétaire à une organisation
2. Les missions de l'organisation :
  - a. La mission de l'observatoire se limite à la diffusion d'information par des publications, l'organisation de colloques ou de séances de formation ;
  - b. La mission de l'observatoire comprend également la collecte de données originales et leur traitement, des activités de recherche et un suivi des données pour des études comparatives.
3. La structure de fonctionnement est-elle garante d'une pleine autonomie ou, au contraire, l'observatoire reçoit-il des mandats ?

Les partenaires de l'observatoire forment-ils un réseau exclusif ou ouvert à des spécialistes externes (académiques), voire au grand public ?

L'observatoire participe-t-il à un réseau d'organisations inter-municipales, régionales, nationales ou internationales ?

4. L'importance du budget et sa récurrence sont des facteurs à prendre en compte pour évaluer l'ampleur des mandats, de même que le nombre d'employés ou encore l'ancienneté de l'organisation.
- 5- Afin de soutenir la mission de l'observatoire, l'organisation utilise-t-elle des bases de données existantes ou complète-t-elle avec des collectes de données originales ? Son rôle consiste-t-il à distribuer des données existantes ou à créer des données originales ?

Les travaux de l'observatoire portent sur un territoire à l'échelle locale, municipale, régionale, provinciale, nationale voire internationale.

- 6- Les informations traitées par l'observatoire sont-elles gérées par un système informatique utilisant la géo référence (SIG- Système d'Information Géographique) pour une analyse davantage associée à la réalité du terrain ?

### **Typologie des observatoires**

Force est de constater dans un premier temps que nous rencontrons deux grands groupes d'observatoires selon qu'ils appartiennent ou relèvent d'organisations gouvernementales ou non-gouvernementales. Le degré d'autonomie et d'indépendance fera en sorte que la mission et les mandats des observatoires seront directement fixés par des agences gouvernementales ou plutôt guidés par des groupes d'intérêt indépendants des institutions responsables de la gestion des questions de prévention et de sécurité.

Il en sera de même pour la nature des informations recueillies et traitées selon que l'organisation recueille les données officielles existantes ou recense ses propres données à partir de recherches sur le terrain, comme cela peut être le cas avec l'enquête de victimisation.

Dans la majorité des cas, la mission est définie par les partenaires des observatoires avec parfois le recours à une expertise académique (comité scientifique) ou encore l'implication de groupes de citoyens ou d'associations. Lorsque les initiatives sont prises par un groupe de partenaires motivés par le même intérêt pour un sujet de prévention ou de sécurité- comme par exemple la *National League of Cities* des Etats-Unis ou des communes en France- les promoteurs sont rapidement confrontés à la volonté politique et la capacité d'y consacrer des ressources financières adéquates pour assurer que le développement des activités se fait avec l'expertise et l'ampleur requises.

Dans l'examen des informations utilisées et diffusées par les observatoires recensés, la crédibilité est variable selon la nature des travaux réalisés pour la collecte de l'information et son traitement. Il existe une grande amplitude entre l'information officielle fournie directement par les organisations et retransmise en ligne ou sous forme de publications, sans aucun traitement ou analyse de la part des observatoires, et les travaux d'enquête et projets de recherche menés par les organismes qui exercent un contrôle de la qualité très souvent validé par un comité d'experts indépendants.

Toujours en liaison avec la fiabilité de l'information, la qualité de la donnée est tributaire de la finesse de l'enquête selon l'échelle à laquelle s'est faite la cueillette d'informations sur le territoire à l'étude. On retrouve ou non cette finesse de la donnée dans la diffusion des résultats selon que nous nous retrouvons dans un contexte de *membership* fermé ou de grande diffusion au public en général. En effet, avec des partenaires ayant accès aux résultats en toute confidentialité on peut donner accès à des informations et des résultats de traitements des statistiques que comprendront des professionnels du domaine à l'étude. À l'opposé, des résultats diffusés au grand public implique comme corollaire le regroupement de l'information afin d'éviter la divulgation de renseignements personnels.

Il en va de même avec la possibilité de faire des suivis de l'information à partir de recensements ou collectes successives de données ayant pour base des règles de saisie et traitement de la donnée permettant la comparabilité : cela exige une analyse des tendances sur une certaine période de temps. L'historicité est une qualité des bases de données qui aide à dégager beaucoup plus que les tendances du passé car elle offre la possibilité de dégager des vues prospectives à partir de modélisations simulant la situation en devenir sur ce territoire.

Il est à souligner l'importance d'inclure dans les bases de données les informations complémentaires, comme les statistiques socio-économiques, afin de contextualiser la donnée délinquance dans la réalité du terrain et non dans l'abstrait.

L'observatoire se veut généralement un lieu de recherche, un lieu de formation et un lieu d'échange à travers des publications et des colloques. Les modes de fonctionnement des organisations observées nous suggèrent que les enjeux principaux tournent autour de trois pôles : la nature du mandat et de la mission d'un observatoire ; le réseau dans lequel s'inscrit cet observatoire afin d'éviter toute fermeture aux autres expériences et expertises; et la diffusion des résultats de la recherche vers le plus large public possible quitte à utiliser divers niveaux d'utilisateurs avec des paliers de sécurité selon la confidentialité de l'information.



### **Critères regroupés pour l'analyse des observatoires dédiés à la délinquance**

1. Nature ou statut juridique
2. Rattachement
3. Structure de fonctionnement
4. Mission
5. Activités
6. Membres et clientèles visées + réseau de distribution + modalités de diffusion des résultats
7. Affiliation
8. Réseau d'appartenance
9. Budget de fonctionnement et provenance
10. Banque de données utilisées
11. Types de bases de données
12. Provenance des données
13. Informations venant de recensement, de sondages, projets de recherche, données institutionnelles
14. Données quantitatives et qualitatives
15. Méthodes de collecte des données
16. Traitement des données et analyses
17. Organisation des données
18. Utilisation d'un SIG
19. Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international
20. Raffinement de la donnée géo-référencée

# Observatoire de la sécurité (Aulnay-sous-Bois, France)

---

## Nature ou statut juridique

L'observatoire de la sécurité d'Aulnay-sous-Bois a été créé par le Contrat Local de Sécurité, signé le 9 janvier 2003, comme un outil pertinent d'échange d'information. Il constitue une des quatre instances d'information réciproque et de coordination du dispositif de prévention et de sécurité.

La ville pilote cette instance dont le rayon d'action est la commune.

## Rattachement

Municipalité d'Aulnay-sous-Bois.

## Structure de fonctionnement

- L'observatoire relève de la Direction municipale Prévention et Sécurité (Directeur Général).
- L'unique cadre travaille avec des partenaires : agents de médiation municipaux, police municipale, sapeurs pompiers, bailleurs sociaux, transporteurs publics (SNCF et RATP) et représentants de l'Éducation Nationale.

## Mission

L'observatoire de la sécurité est l'instrument de recueil, de traitement et d'analyse des données quantitatives et qualitatives de l'insécurité en œuvre sur le territoire communal et s'inscrit dans une démarche globale d'analyse des réponses publiques en matière de prévention et de sécurité. Son ambition et sa vocation sont d'être un lieu de réflexion et d'expertise qui va au-delà de la simple collecte de données officielles sur la délinquance à l'échelle du territoire.

L'observatoire poursuit plusieurs missions :

- Analyser différentes problématiques, dont celle d'évaluer le sentiment d'insécurité et certaines situations qui seront cartographiées à l'aide d'un progiciel
- Redéfinir les objectifs du Contrat Local de Sécurité et renforcer l'opérationnalité des actions de prévention à l'appui des travaux de l'observatoire
- Contribuer à l'évaluation des actions du Contrat Local de Sécurité
- Développer une fonction de veille parmi les acteurs du « Réseau Tranquillité »

## Activités

- Collecte de données
- Études sur le sentiment de sécurité ou victimation

- Études avec enquête auto déclarée
- Organisation d'un forum de formation sur la sécurité urbaine

### Membres et clientèles visées

- Services publics, d'abord municipaux (fonctionnaires)
- Partenaires
- Partenaires pour l'étude de la violence intrafamiliale (aide aux victimes)

### Réseau de distribution

Les résultats de l'enquête de victimation sont diffusés à tous les partenaires

### Modalités de diffusion des résultats

- Rapports écrits
- Conférences et formation
- Journal municipal (hebdomadaire)

### Réseau d'appartenance

- Aucun
- Échanges avec des homologues d'autres communes

### Budget de fonctionnement et provenance

- Le budget provient de la Direction de la commune et varie selon les activités de l'année (ex. : fonds spéciaux si une enquête est réalisée).
- De plus, un budget est assumé par la Direction Informatique (Centre d'Analyse Statistique ou CAS).

### Provenance des données

L'INSEE est le pourvoyeur des données par parcelles (350 îlots de recensement)

### Données quantitatives et qualitatives

L'observatoire de la sécurité est une instance de recueil et d'analyse d'indicateurs exclusivement généraux - quantitatifs et qualitatifs - de l'insécurité.

Les données nominatives et personnelles ne sont pas transmises à l'observatoire.

Les membres de l'observatoire transmettent les informations générales utiles à une bonne compréhension des phénomènes et à la constitution de réponses stratégiques communes. Les données utiles concernent des faits établis et validés et sont territorialisées et contextualisées.

La cartographie constitue un des outils de connaissance et d'expertise mis en œuvre au sein de l'observatoire.

### Méthodes de collecte des données

Enquête INSEE

### Traitement des données et analyses

Seul le cadre est autorisé à traiter les données puisqu'il est le seul assermenté à cette fin.

### Organisation des données

Les acteurs locaux de la prévention et de la sécurité ont adopté un protocole d'accord sur le partage et l'échange d'informations qui établit un cadre d'intervention évolutif. Il énonce les finalités et les principes de l'échange d'informations ainsi que le type de données échangées et précise les modalités de recueil, d'analyse et de diffusion. Il prévoit aussi une évaluation périodique.

### Utilisation d'un SIG

Utilisé pour la planification de la sécurité, un SIG a été développé spécifiquement pour l'observatoire par un consultant (Corto).

### Raffinement de la donnée géo-référencée

Cet outil de veille s'applique à toutes les échelles allant de l'adresse civique à la municipalité afin de planifier la gestion des crises et la violence urbaine.

# Australian Institute of Criminology (Australia)

---

## Nature ou statut juridique

Established in 1973, the *Australian Institute of Criminology* (AIC) is a Commonwealth statutory authority that operates under the *Criminology Research Act 1971*.

## Rattachement

Minister for Justice and Customs

## Structure de fonctionnement

The Director reports to the Minister for Justice and Customs and to a Board of Management comprising distinguished criminal justice practitioners from around Australia.

## Mission

The functions of the AIC include:

- Conducting criminological research
- Communicating the results of research
- Conducting or arranging conferences and seminars
- Publishing material arising out of the AIC's work

## Activités

- Research: publications tackling drugs and crime, indigenous issues, violent crime, crime prevention, fraud, human trafficking and high tech crime; organizing conferences and roundtables
- Monitoring programs that collect the basic data that are vital for policy makers to manage, evaluate and respond effectively and efficiently to crime problems.

## Modalités de diffusion des résultats

- Publications: Trends & issues in crime and criminal justice series, Research and public policy series, Crime facts info fact sheets, Crime reduction matters fact sheets
- Conferences and roundtables

## Affiliation

- The minister communicates his expectations of the AIC to which the Institute has responded with a statement of intent, including key performance indicators, and which informs the corporate plan.

- The AIC is affiliated with the United Nations Program Network Institutes (PNI) of the Office of Drugs and Crime, and represent the Australian Government at UN technical meetings on crime and justice issues.

### Budget de fonctionnement et provenance

2,3 millions (Australian dollars) per year

### Banque de données utilisées

AIC's datasets are used to monitor trends in offending, the changing profile of offenders and victims, and the circumstances of the crimes.

### Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

Statistical sources, by state/country/region:

- Australia: national coverage
- Australia: states and territories
- State and territory police, correction and court statistics
- Other countries: Canada, Finland, Germany, New Zealand, Norway, South Africa, United Kingdom, United States.

### Raffinement de la donnée géo-référencée

Australian States and Territories

# Observacion de la Seguridad (Madrid, Espagne)

---

## Nature ou statut juridique

L'Observatoire de Sécurité du Conseil de Madrid est un service municipal créé en 2006.

## Rattachement

Service de Sécurité et de Mobilité de la ville de Madrid

## Mission

Rôle de "conseiller avisé" auprès du Conseil municipal en matière de sécurité

## Activités

- Réaliser des enquêtes sur les immigrants de deuxième génération
- Sécurité urbaine et planification
- Colloques et formations
- Publications (incluant des rapports d'enquête)

## Banque de données utilisées

Presque exclusivement des données sur les crimes commis puisque le travail de l'observatoire est centré sur les besoins de la force policière

## Types de bases de données

Bases de données officielles

## Provenance des données

Les statistiques proviennent de services gouvernementaux et couvrent le champ des données à toutes les échelles allant du national à l'individu

## Données quantitatives et qualitatives

Les bases de données comprennent des informations qualitatives pour la description des événements en plus de la quantification de ces phénomènes

## Méthode de collecte des données

Enquêtes de l'observatoire et d'organismes gouvernementaux

## Traitement des données et analyse

À définir pour atteindre les buts de l'observatoire, à savoir l'analyse de la délinquance et de son contexte socio-économique

## Utilisation d'un SIG

- Réalisation d'un Atlas de la criminalité à Madrid en 2007, mais aucun SIG n'est utilisé dans la gestion des données et leur analyse
- Implantation d'un SIG est prévue

## Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

Municipalité de Madrid

## Raffinement de la donnée géo-référencée

La base de données possède des informations associées à l'adresse civique et à chaque individu en plus d'avoir des informations sur tous les découpages du territoire allant de la rue au quartier ou au regroupement de quartiers.



# Home Office (Royaume-Uni)

---

## Nature ou statut juridique

The Home Office is the government department responsible for leading the national effort to protect the public from terrorism, crime and anti-social behaviour.

## Structure de fonctionnement

- The Home Office is headed by the Home Secretary and six other Home Office ministers.
- The most senior civil servants run the Home Office day-to-day Directorate and unit search.
- The core Home Office is split up into directorates and units.

## Mission

The Home Office focuses on seven key objectives:

- Help people feel secure in their homes and local communities
- Cut crime, especially violent crime, and crime related to drugs and alcohol
- Lead visible, responsive and accountable policing
- Protect the public from terrorism
- Secure our borders, and control migration for the benefit of our country
- Safeguard people's identity and the privileges of citizenship
- Support the efficient and effective delivery of justice

## Modalités de diffusion des résultats

- Publications
- Reports and strategy documents
- Annual reports
- Impact assessment
- Home Office circulars: used internally to keep staff up-to-date on latest policy and procedural developments

## Informations venant de recensement, de sondages, projets de recherche, données institutionnelles

The Research, Development and Statistics directorate (RDS) is a branch of the Home Office dedicated to researching and collecting statistics. RDS provide information, research and statistics on topics that relate to Home Office responsibilities such as crime, the justice system and immigration.

Home Office ministers and policy-makers, who need to make decisions based on evidence, then use these research findings and statistics to inform their decisions.

# Observatorio Centroamericano sobre Violencia (Amérique centrale)

---

## Nature ou statut juridique

L'Observatoire Centroaméricain de la Violence (OCAVI) n'a pas de statut juridique officiel, cependant, il est reconnu officiellement par les Présidents de l'Amérique Centrale, dans la Déclaration du Sommet Extraordinaire sur la Sécurité d'Octobre 2006, dans le cadre du Système d'Intégration Centroaméricain (SICA). Il est aussi reconnu par la Commission des Chefs de Police de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

L'OCAVI est un centre virtuel d'information pour les preneurs de décision, opérateurs de programmes de prévention, académiques et les médias intéressés par le phénomène de la violence et la délinquance en Amérique Centrale.

## Rattachement

L'OCAVI est rattaché au Conseil National de Sécurité Publique du Salvador (CNSP). Il reçoit, depuis sa fondation en 2005, l'assistance technique et financière du Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale (CECI) et du Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC).

## Mission

La mission de l'OCAVI est de contribuer à la sécurité humaine et la bonne gouvernance en Amérique Centrale, moyennant la systématisation et la diffusion de connaissances qui contribuent à établir et mettre en œuvre des politiques de prévention de la violence et la délinquance dans la région.

## Activités

- Maintenir des contacts avec des instances homologues en Amérique Centrale qui produisent de l'information sur le phénomène de la violence et la délinquance.
- Entretenir et actualiser un site Web ([www.ocavi.com](http://www.ocavi.com)) en tant que centre de ressources sur la thématique.
- Systématiser et publier de l'information de différents types : indicateurs, études, politiques, meilleures pratiques, ainsi que des capsules de nouvelles et publicitaires
- Organiser des visites d'étude sur le terrain pour des preneurs de décisions et des opérateurs de programme de prévention.
- Organiser des forums régionaux sur les meilleures pratiques et politiques en prévention dans le cadre du *Foro Centroamérica Segura*, en collaboration avec le SICA.
- Entretenir des contacts avec des instances de coopération internationale qui peuvent contribuer au soutien de l'OCAVI.
- Réaliser des projets modèles de prévention sociale de la délinquance dans des communautés à risque, afin d'illustrer des approches novatrices et intégrales

## Membres et clientèles visées

### Fondateurs :

- Conseil National de Sécurité Publique (El Salvador)
- Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale (CECI)

### Membres :

- Les huit pays qui font partie du SICA (Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala, El Salvador, Belize, République Dominicaine)
- La Commission de Sécurité d'Amérique Centrale (SICA)
- Ces pays ont formé le Conseil Consultatif de l'OCAVI, qui est coordonné par le CNSP (avec l'assistance technique du CECI)

### Clientèles :

- Preneurs de décision, opérateurs de programmes de prévention, académiques, médias, fonctionnaires de la coopération internationale

### Réseaux de distribution :

- Commission de Sécurité de l'Amérique Centrale (SICA), gouvernement du Salvador, Réseaux CECI et CIPC

### Modalités de diffusion :

- Page Web ([www.ocavi.com](http://www.ocavi.com))
- Envoi massifs par courriel des nouvelles de l'OCAVI
- Bulletins mensuels thématiques (à venir)
- Rapports annuels sur l'État de la Violence en Amérique Centrale (à venir)

### Assistance technique :

- Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)

## Affiliation

L'OCAVI n'est affilié à aucun regroupement d'Observatoires. Cependant, il participe à des échanges avec d'autres observatoires latino-américains. Ces échanges ont été organisés par la Coalition Interaméricaine pour la Prévention de la Violence (IACPV).

## Réseau d'appartenance

L'OCAVI fait partie d'un réseau centroaméricain (non officiel) d'instances gouvernementales et de corps policiers qui produisent des statistiques sur la criminalité. L'OCAVI est aussi reconnu par la Commission des Chefs de Police de l'Amérique Centrale et des Caraïbes

## Budget de fonctionnement et provenance

Le budget de fonctionnement de l'OCAVI est d'approximativement 200 000\$ par année, ce qui inclut les contributions en espèces du CNSP, des autres gouvernements de la région, du CECI et CIPC, ainsi que le financement externe du Ministère des Affaires Étrangères du Canada, sous son programme de sécurité humaine.

## Banque de données utilisées

- Les données officielles produites par les instances publiques dans chaque pays
- Les contenus trouvés sur Internet
- Les contenus des médias écrits et électroniques

## Types de bases de données

- L'OCAVI n'utilise pas de logiciel spécialisé pour la saisie et le traitement des statistiques
- L'ensemble de l'information systématisée et diffusée par l'OCAVI est publiée en tant que base de données HTML

## Provenance des données

- Gouvernements d'Amérique centrale (ministères de la sécurité et systèmes judiciaires)
- Corps policiers des pays d'Amérique centrale
- Sources internationales spécialisées
- Universités
- Organisations de la société civile spécialisées

## Données quantitatives et qualitatives

- À peu près, 50 % des informations sur OCAVI sont quantitatives (statistiques et indicateurs)
- Environ 50 % de documents sont de type qualitatif (études, politiques, stratégies, projets modèles, etc.)

## Méthodes de collecte des données

Les membres du Conseil Consultatif Régional (CCR) de l'OCAVI envoient de l'information à l'équipe de l'observatoire et se réunissent périodiquement pour valider et homologuer les données afin que celles-ci soient comparables.

## Traitement des données et analyses

- Une bonne partie des données sont publiées tel quel sur l'OCAVI
- L'équipe de l'OCAVI développe actuellement ses propres capacités d'analyse afin d'offrir des contenus originaux à son public.

## Organisation des données

- Selon les sections de la page internet de l'OCAVI
- À l'heure actuelle, environ 1 800 personnes par mois utilisent la page internet de l'OCAVI.
- Depuis son lancement en juin 2006, plus de 12 000 visiteurs uniques ont consulté l'OCAVI.

- Les polices de Salvador et Nicaragua ont modifié leurs systèmes de statistiques suite aux échanges avec l'OCAVI sur notre tableau d'indicateurs de violence
- UNICEF El Salvador nous a communiqué de façon verbal que l'information de l'OCAVI leur a servi pour élaborer leur programme quinquennal sur la violence faite aux enfants
- Plusieurs chercheurs qui ont rempli le Sondage sur l'utilité de l'OCAVI mentionnent l'utilité de l'Observatoire pour la recherche.

### Utilisation d'un SIG

L'OCAVI n'utilise pas de SIG. Cependant certains documents publiés dans son site internet, qui proviennent d'observatoires locaux, contiennent de l'information générée par des SIG (ex. points chauds pour les accidents de la route)

### Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

L'OCAVI couvre, de façon prioritaire, l'Amérique centrale. Cependant, on peut y trouver de l'information de caractère local, national et international

### Raffinement de la donnée géo-référencée

Ne s'applique pas à l'OCAVI

# Center for Crime and Public Safety Studies (Brésil)

---

## Nature ou statut juridique

The Center for Crime and Public Safety Studies (CRISP) is an academic institute at UFMG - Brazil

## Rattachement

It is linked to the Federal University of Minas Gerais (UFMG) Belo Horizonte – Brasil

## Structure de fonctionnement

Its structure includes a General Coordinator, a Sub-coordinator and three Coordination Officers in charge of CRISP's three main activities: Courses, Research and Information Coordination Offices.

## Mission

The Center for Crime and Public Safety Studies is an institution directed to the development, implementation, follow-up and critical evaluation of public policies concerning criminal justice.

## Activités

CRISP's central purposes are the followings:

- Courses: to play an active role in the qualification of public security professionals
- Research: to develop applied and methodological research of high technical quality focused on problems an issue relevant to crime control
- Information: to help build more appropriate information systems for crime control strategies.

CRISP's model integrates two elements:

- Applied research, multi-disciplinary and a solid formation in quantitative data analysis for planning and evaluation.
- Articulating different institutions and public agencies dealing with crime and violence - all this under the leadership of a university of the highest academic prestige.

## Membres et clientèles visées

- CRISP is linked to the Federal University of Minas Gerais (UFMG), and is made up of researchers from this institution and from law enforcement public agencies.
- Recently, partnerships have been made with other organizations of the justice system, in order to develop diagnosis of prisons and to train the correction system staff.

## Modalités de diffusion des résultats

- Extension Courses
- Continuous Education Courses
- Specialization Course on Violence and Crime Studies
- Regular Graduate Courses (Master's and PhD Doctorate)
- Distance-learning Courses

## Affiliation

UFMG and the Federal University system in Brazil.

## Utilisation d'un SIG

- One of the most important devices being developed and made available for police use is Crime Mapping.
- CRISP also organizes crime databases for Brazilian crime justice agencies. Special highlight goes to the organization of point data of crimes in the major city of Belo Horizonte.

# National Council on Crime and Delinquency

## NCDD The California Multi-City Gang Prevention Network (Californie, États-Unis)

---

### Nature ou statut juridique

National League of Cities' Institute for Youth, Education, and Families (the Institute), in partnership with the National Council on Crime and Delinquency (NCCD) will launch a three-year, nationally-unprecedented Thirteen-City Gang Prevention Initiative.

Established in 1907, NCCD is a California-based, private, non-profit research and consulting firm specializing in child welfare, juvenile justice, and adult criminal justice issues.

### Rattachement

NCDD and National League of Cities' Institute for Youth

### Mission

The Network goals are the followings:

- Get in front of the gang issue before policies based on fear divert funds from essential infrastructures (e.g., schools, police, services for children and youth) to corrections
- Reduce gang-related violence and victimization
- Establish or improve a collaboration in each city that appropriately blends prevention, intervention, and suppression, and that involves city leaders and community stakeholders
- Identify and document city responses to key program and policy questions (e.g., essential approaches to anti-gang efforts; what doesn't work; who must be involved, etc.)
- Forge a vibrant peer-learning network among 13 participating cities
- Identify state policy and practice that would support effective community practice.

### Activités

The Council (NCCD) assisted many states in organizing their first juvenile court systems and in developing programs to rehabilitate offenders without resorting to incarceration. Teams from each city will meet regularly over the next three years to improve collaborative approaches, learn from other cities, document effective practice, and promulgate lessons learned for local, state, and national consumption. Project activities will include:

- Two meetings per year supplemented by regular monthly calls with team leaders to facilitate sharing of local successes and obstacles/challenges;
- Developing a Resource Bank for mutual assistance;
- Developing sub-networks among participating cities on key topics;
- Convening a statewide advisory board (including representatives from the health, criminal justice, state agency, legislative, service, funding, and advocacy sectors);
- Issuance of monthly bulletins and two "Strategic Briefs" per year;
- Recommending policy changes on the state and federal levels to abet local efforts;



- Producing documentary evaluation.

### Membres et clientèles visées

Participating cities, including, Richmond, Sacramento, Santa Rosa, San Bernardino, San Francisco, Oakland, Oxnard, Stockton, San Jose, Fresno, Salinas, Los Angeles (San Fernando Valley portion) and San Diego, have pledged to interweave prevention, intervention, enforcement and the community's "moral voice" before fear alone dominates the government's response and drives policymakers toward prison-only solutions.

### Réseau de distribution

The initiative focuses on people living in high violence/high gang-impacted areas. Emerging policies, however, will impact the health and well-being of all in the community. Letters of commitment from each participating city has been received.

### Modalités de diffusion des résultats

- Results will be going through meetings supplemented by regular calls to facilitate sharing information;
- Sub-networks among participating cities on key topics;
- A monthly bulletin and two "Strategic Briefs" per year;
- Documentary evaluation.

### Réseau d'appartenance

The California 13-City Gang Prevention Network

### Budget de fonctionnement et provenance

- Annual budget of \$2.5 million
- Major grants from national funders such as the Annie E. Casey Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation, Robert Wood Johnson Foundation, and the Charles Stewart Mott Foundation

### Banque de données utilisées

Official statistics from governmental agencies

### Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

Adaptable to the cities it covers

### Raffinement de la donnée géo-référencée

The scale of the territory is the scale of the data collect operation when needed

# National Institute for Crime Prevention and Rehabilitation of Offenders (Afrique du Sud)

---

## Nature ou statut juridique

National Institute for Crime Prevention and Rehabilitation of Offenders (NICRO) is a registered non-profit organization founded in 1910 as the South African Prisoners' Aid Association, and renamed NICRO (National Institute for Crime Prevention and Rehabilitation of Offenders) in 1970.

## Rattachement

Aucun

## Structure de fonctionnement

- Four national directors and nine provincial directors
- Each of NICRO's four programmes is managed by a national programme manager at national office
- Programmes have project managers in provinces
- There is a funding co-ordinator and research co-ordinator at national office, and administrative support
- 240 staff and close to 600 volunteers offering services in all nine provinces

## Mission

NICRO aims at making a safer South Africa.

## Activités

- Programmes: Offender Reintegration, Community Victim Support, Diversion and Youth Development, Economic Opportunities Project.
- NICRO Enterprise Finance: help those wanting to start their own businesses in conjunction with training services offered through the economic opportunities project.

## Membres et clientèles visées

- Offenders
- Victims
- Under-resourced areas

## Budget de fonctionnement et provenance

Funding through donations, subsidies, sponsorships, bequests, etc.

Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

The services are offered in all nine provinces.

# Observatoire de la sécurité (Lausanne, Suisse)

---

## Nature ou statut juridique

Service de la ville de Lausanne

## Rattachement

Service chapeauté par plusieurs départements : sécurité, affaires sociales, éducation et jeunesse et ponctuellement infrastructures.

## Mission

Cet observatoire se préoccupe de sécurité et non exclusivement de délinquance. La conception de la sécurité va au-delà de la prévention de la criminalité car elle s'attaque aux problèmes liés au chômage, à la pénurie de logement, à la dépendance, etc.

## Activités

Les travaux ont porté essentiellement sur le sentiment d'insécurité dans une perspective de développement social et d'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain. Ils ont traité de quatre mesures de sécurité :

- Lumière et éclairage des artères
- Convivialité dans les quartiers
- Effectifs policiers (en cours d'évaluation)
- Caméras de surveillance (en cours d'évaluation)

S'y ajoutent des actions ponctuelles comme des séances d'éducation sur la sécurité dans les écoles.

## Membres et clientèles visées

Les divers services de la Ville de Lausanne

## Réseau de distribution

Intra-municipal.

## Modalités de diffusion des résultats

Rapports et rencontres de travail.

## Informations venant de recensement, de sondages, projets de recherche, données institutionnelles

Travaux d'enquête menés par des consultants sous la direction du service municipal.

## Méthodes de collecte des données

Enquêtes menées auprès des citoyens par sondages.

## Traitement des données et analyses

Analyse des sondages menés auprès des populations visées par les diverses études thématiques.

## Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

Les quartiers de la Ville de Lausanne.

## Raffinement de la donnée géo-référencée

Par îlot et par quartier.

# Observatoire français des drogues et des toxicomanies (France)

---

## Nature ou statut juridique

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public.

## Rattachement

Le GIP OFDT est l'un des quatre opérateurs participant à la mise en œuvre du programme 136 « Drogue et toxicomanie » (qui relève de la mission Santé instituée dans le cadre de la LOLF - Loi Organique relative aux Lois de Finances) dont la responsabilité a été confiée au Président de la MILDT. Le financement de l'OFDT est assuré par les crédits du programme "Drogue et toxicomanie" ainsi que des crédits européens (OEDT-Reitox).

## Structure de fonctionnement

- Directeur : personnalité du milieu de la recherche universitaire
- Équipe constituée autour de spécialistes et de chercheurs issus de différentes disciplines (démographie, épidémiologie, sociologie, statistique, etc.)
- Conseil d'administration : composé de représentants de différents ministères concernés par la lutte contre les drogues et de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) et de personnes morales de droit public et privé (Toxibase, le Réseau national d'information et de documentation, et la FNORS, la Fédération nationale des observatoires régionaux de santé).
- Collège scientifique : représentants de différents producteurs de données et personnalités nommées à titre personnel.
- Experts extérieurs

## Mission

L'OFDT produit des informations provenant des sources différentes et scientifiquement validées sur les substances licites comme illicites. Il renseigne et documente de multiples questions dans le domaine des substances psycho-actives et des dépendances.

## Activités

- Recueil, analyse, synthèse et valorisation des connaissances.
- Aide aux pouvoirs publics à mieux anticiper les évolutions
- Enquêtes auprès de la population

- Veille et amélioration des indicateurs
- Surveillance des phénomènes émergents
- Évaluation des politiques publiques

## Membres et clientèles visées

Espaces collaboratifs :

- SIMCCA : système d'information mensuelle pour les consultations « cannabis », réservé aux collaborateurs du réseau SIMCCA.
- ReLION : Réseaux Locaux mobilisables pour l'Implantation d'un système d'Observation National sur les pratiques de Prévention liées aux Drogues, ReLION est une méthode expérimentale d'observation sur les actions de prévention liées aux drogues licites (alcool, tabac et médicaments psychotropes) ou illicites.
- RECAP : recueil de données continu sur les patients venus chercher de l'aide auprès des structures et des professionnels offrant une prise en charge spécifique de consommateurs de drogues.
- RPIB : Repérage Précoce Intervention Brève propose les documents relatifs à l'évaluation de la stratégie nationale de diffusion du RPIB auprès des médecins généralistes (questionnaire formations, registre des formateurs, etc.).
- CIRDD - Fonction observation : espace de téléchargement de documents à la disposition des Centres d'Information régionaux sur les Drogues et les dépendances.
- Collège scientifique de l'OFDT : espace de téléchargement de documents à la disposition des membres du Collège scientifique de l'OFDT.

## Réseau d'appartenance

L'OFDT est le représentant français du réseau REITOX (Réseau Européen d'Information sur les Drogues et les Toxicomanies) dont la coordination est confiée à l'OEDT (agence indépendante européenne). Ce réseau est composé de 27 centres d'informations, ou Points focaux nationaux, situés dans chacun des États membres (la Norvège et la Commission Européenne sont membres du réseau). Chacun de ces centres est responsable de la coordination de son système d'information national et transmet chaque année des données actualisées et harmonisées à l'OEDT.

## Modalités de diffusion des résultats

L'OFDT publie périodiquement :

- " Cannabis, données essentielles ", un rapport dressant l'état des lieux du cannabis en France
- " Drogues et Dépendances, données essentielles ", un rapport dressant périodiquement l'état du phénomène des drogues et des dépendances en France
- Rapports d'étude ou d'enquête
- Tendances, une lettre d'information présentant les résultats de travaux à caractère épidémiologique, sociologique, ethnographique, économique
- Posters réalisés dans le cadre de projets ou à l'occasion d'événements particuliers des notes d'information relatives aux phénomènes émergents en matière de consommation de substances psychoactives (projet SINTES)
- Rapport annuel adressé à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), dressant un état des principales évolutions du phénomène des drogues et des toxicomanies en France un répertoire des sources statistiques, destinés aux

chercheurs ou étudiants soucieux d'avoir une description précise des différents dispositifs de recueil de données ayant trait au phénomène des drogues et des toxicomanies en France.

- Rapport ou bilan d'activité

L'OFDT réalise aussi l'enquête ESCAPAD qui vise à améliorer les connaissances sur les consommations de substances psychoactives des jeunes Français.

## Budget de fonctionnement et provenance

Budget annuel de 3 570 000 euros, dont la majeure partie est assuré par la Mission interministérielle de lutte à la drogue et à la Toxicomanie (MILDT)

## Informations venant de recensement, de sondages, projets de recherche, données institutionnelles

- Séries statistiques : elles décrivent l'évolution de divers indicateurs significatifs du phénomène des drogues et des toxicomanies en France.
- Répertoire des sources de données statistiques relatives aux drogues illicites. En 2005, l'OFDT a élargi cet outil aux sources relatives au tabac et travaille sur une version intégrant les sources alcool.
- Dispositif SINTES (Système national d'identification des toxiques et substances) : vise à apporter une meilleure connaissance du contenu toxicologique des drogues illicites circulant en France.
- Tableau de bord mensuel des indicateurs relatifs au tabac et au tabagisme en France : il a pour objectif de rassembler des chiffres récents de nature et d'origine diverses, de les présenter de manière synthétique et de les rendre publiques dans des délais rapides.
- Système d'information mensuel sur les consultations cannabis (SIMCCA) : il suit l'effectivité de ces consultations cannabis, analyse l'évolution de leur activité et transmet aux décideurs et professionnels des éléments d'appréciation sur ce dispositif de prise en charge des jeunes.
- Base RECOURS (base des études et recherches en cours) : elle recense un certain nombre de travaux de recherche menés actuellement dans le champ des drogues et des toxicomanies en France.

## Raffinement de la donnée géo-référencée

- Base d'information ILIAD (Indicateurs locaux pour l'information sur les addictions) : elle regroupe les principaux indicateurs disponibles aux niveaux départemental et régional dans le domaine des addictions aux substances illicites et licites.
- Douze coordinations locales (Banlieue parisienne, Bordeaux, Dijon, Guyane, Lille, Lyon, Marseille, Martinique, Metz, Toulouse, Paris, Rennes), chargées :
  - D'identifier et de suivre les différents partenaires (institutions et personnes) susceptibles de fournir des informations pertinentes sur les phénomènes émergents
  - D'assurer la réalisation de collectes d'informations par différentes méthodes pouvant évoluer dans le temps (observations ethnographiques, groupes focaux avec des professionnels du champ sanitaire et du champ répressif, études transversales quantitatives et qualitatives auprès des structures de première ligne).



# Observatoire Montréalais des Inégalités Sociales et de la Santé (Montréal, Canada)

---

## Nature ou statut juridique

L'Observatoire Montréalais des Inégalités Sociales et de la Santé (OMISS) est un réseau de chercheurs engagés qui croient que la recherche scientifique est un instrument de choix pour lutter contre les inégalités sociales de la santé.

## Rattachement

Bien qu'il procède d'une initiative de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, l'OMISS n'en est pas le porte-parole et fonctionne de façon indépendante.

## Structure de fonctionnement

Pour l'instant, une seule personne assure la permanence à temps plein de l'OMISS. Les trois employés du Centre de recherche travaillent à temps partiel. Il y a également des chercheurs associés et un réseau de partenaires.

## Mission

- Contribuer à la réduction des inégalités en favorisant le développement des connaissances et l'arrimage de la recherche aux prises de décision
- Promouvoir et soutenir les interventions en santé publique qui visent à agir sur la pauvreté
- Mettre ces chercheurs en lien avec les décideurs et les intervenants
- Aider la prise de décision et influencer la mise en place de politiques publiques et d'interventions ayant des effets durables sur les populations

## Activités

- Recherche : élaboration de projets de recherche conjoints dans une optique de santé publique ; promotion de la recherche dans ce domaine auprès des organismes subventionnaires et des fondations privées
- Enseignement : élaboration de programmes qui décrivent les liens entre les inégalités sociales et la santé des populations
- Mise en réseau des connaissances
- Création et mise à jour de banques de données, de cartes et de statistiques sur la pauvreté
- Mise à jour régulière d'un site internet faisant notamment état des projets en cours et des études récentes
- Organisation de séminaires réunissant les chercheurs, les intervenants et les décideurs

L'OMISS offre des lieux où chercheurs, décideurs et intervenants se réunissent pour

prendre connaissance et discuter des projets de recherche en cours et des données les plus récentes.

### Modalités de diffusion des résultats

- Étude des mécanismes d'action des déterminants sociaux de la santé
- Identification des indicateurs épidémiologiques congruents et la veille épidémiologique; la caractérisation des environnements
- Recherche d'indicateurs de développement social pertinents en regard de la santé des populations
- Analyse des politiques pouvant moduler l'effet des déterminants sociaux sur la santé ;
- Renouvellement des pratiques en santé publique pour réduire les inégalités sociales de santé

L'OMISS s'emploie donc à faire connaître et développer des modèles statistiques devant permettre le suivi des indicateurs socio-sanitaires

### Affiliation

Bien qu'il procède d'une initiative de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, l'OMISS n'en est pas le porte-parole et fonctionne de façon indépendante. Il peut donc agir dans un climat de liberté de pensée et d'expression.

### Réseau d'appartenance

Le réseau de l'OMISS est constitué de partenaires qui proviennent du secteur de la recherche ou d'ailleurs et croient en la recherche comme instrument de lutte à la pauvreté.

### Budget de fonctionnement et provenance

- La Direction de la santé publique de Montréal finance les projets et héberge l'OMISS.
- Le Centre de recherche Léo-Roback assume les salaires (le budget de l'OMISS couvre les salaires et le séminaire annuel).

### Banque de données utilisées

Pour pouvoir observer les inégalités, en analyser les tendances et comparer les régions ou les sous-groupes de la population, les statistiques sont un outil essentiel.

La plupart des statistiques répertoriées touchent la ville de Montréal mais certaines permettent aussi de comparer les données montréalaises avec celles d'autres régions de la province ou du pays.

# Observatoire National de la Délinquance (France)

---

## Nature ou statut juridique

L'Observatoire national de la délinquance (OND) est un des trois départements de l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES). Son administration est placée sous l'autorité du directeur de l'INHES assisté d'un chef de département. Son indépendance stratégique est assurée par un conseil d'orientation composé de 29 membres (dont plus de la moitié au titre de la société civile), et présidé par Alain Bauer, criminologue.

## Rattachement

L'OND est installé au sein de l'INHES (établissement public administratif), qui est un lieu et un outil de travail interministériel, pluridisciplinaire et partenarial (la réflexion au service de l'action).

## Structure de fonctionnement

- L'équipe de l'OND (9 personnes dont le chef de département).
- Le Conseil d'orientation de l'OND : indépendant, il détermine les choix et orientations des objectifs, études et recherches dans les domaines et missions propres de l'OND.

## Mission

L'Observatoire national de la délinquance a pour mission de prendre en charge les fonctions de synthèse, de comparaison et de mises en perspectives des différentes données chiffrées sur les phénomènes de délinquance en France. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement des faits ou des situations d'atteinte aux personnes ou aux biens ;
- Exploiter les données recueillies en procédant à l'analyse de la délinquance ;
- Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux ministres intéressés et aux partenaires de l'observatoire ;
- Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données ;
- Faciliter les échanges avec d'autres observatoires, en particulier l'Observatoire des zones urbaines sensibles ;
- Animer un réseau de correspondants ;
- Organiser la communication au public de ces données.

## Activités

La connaissance de la réalité criminelle est l'un des objectifs du département de l'Observatoire national de la délinquance. Avec le soutien du Ministère de l'Intérieur, l'INHES, en collaboration avec l'INSEE, a engagé un vaste programme d'enquêtes annuelles de victimation.

## Réseau d'appartenance

- Depuis 2004, l'OND a mis en place plusieurs partenariats avec les services publics, la RATP, la SNCF, les pompiers, les médecins, les pharmaciens, le petit commerce, la grande distribution, etc.
- L'OND est associé à la démarche de communes qui veulent développer des observatoires locaux de la délinquance
- Au niveau international, l'OND est en contact avec des organismes européens ou internationaux.

## Budget de fonctionnement et provenance

L'OND est financé par l'Institut national des hautes études de la sécurité (INHES) qui reçoit ses fonds d'une subvention du Ministère de l'Intérieur.

## Organisation des données

L'observatoire national de la délinquance se concentre sur la statistique, c'est-à-dire la collecte de données et leur analyse. Il dresse un inventaire exhaustif des sources disponibles. Lorsque des chiffres lui sont fournis, il détermine dans quelle mesure ils peuvent rendre compte des phénomènes que l'OND étudie.

Il a, depuis 2006, la responsabilité de l'analyse et de la diffusion publique des statistiques sur les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

L'OND réalise chaque année, en collaboration avec l'INSEE, une enquête nationale de victimation.

## Modalités de diffusion des résultats

Les principales publications de l'OND :

- Rapport annuel (2005, 2006 et 2007)
- Bulletin mensuel des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie et extension régionale et départementale
- Bulletin annuel
- Grand Angle (bulletin thématique)
- Repères
- Résultats et méthodes
- Tableaux de bord

Toutes les publications de l'OND sont en ligne sur le site internet [www.ond.fr](http://www.ond.fr)

Accès direct par une cartographie interactive à l'échelle du département sur le net prévue au 1<sup>er</sup> avril 2008.

## Bassin géographique couvert par l'observatoire : National et local

France métropolitaine, départements et territoires ultra marins, localités et agglomérations pour des études ciblées.

### Utilisation d'un SIG

- Depuis 2006, l'OND développe l'approche géographique et décline les principaux agrégats statistiques aux échelles régionale et départementale.
- Le système d'information géographique utilisé est un outil généraliste enrichi de modules d'analyse spatiale.

### Raffinement de la donnée géo-référencée

Par région et département à l'échelle nationale. À la commune, circonscription, quartier, îlot et adresse postale pour les études ciblées.

# Observatoire national des zones urbaines sensibles (France)

---

## Nature ou statut juridique

La situation dans les territoires en difficulté était jusqu'ici difficile à évaluer avec précision, basée sur de nombreuses données qui restent cependant insuffisantes dans certains domaines, dispersées ou souvent mal ciblées. C'est pour remédier à ces difficultés et mieux mesurer l'effet des politiques mises en œuvre que l'Observatoire national des Zones urbaines sensibles (ONZUS) a été créé, par la loi du 1er août 2003.

## Rattachement

Le premier rapport annuel détaillé sur l'évolution des ZUS a été présenté au Parlement fin 2004. Chaque année un rapport actualisé donnera lieu à un débat national sur la politique de la ville, ses orientations, ses priorités, les moyens utilisés. Un débat auquel des chiffres précis et plus complets donneront plus de poids. Des débats du même type sont prévus à l'échelon local.

## Structure de fonctionnement

- L'Observatoire est composé, outre de personnels permanents (statisticiens, sociologues, chercheurs...), d'un conseil d'orientation. Ce conseil est chargé de faciliter l'accès de l'Observatoire aux informations statistiques, de donner des orientations en termes d'enquêtes et d'études, de débattre des analyses qui alimenteront le rapport annuel qu'il validera avant de le remettre au ministre.
- La DIV, et plus précisément la mission observation et prospective (MOP), assure le secrétariat permanent, collecte les informations, les exploite, les diffuse et assure la rédaction du rapport annuel.

## Mission

- Avoir une meilleure connaissance des territoires en difficulté, en disposant de données plus riches pour établir un plus grand nombre d'indicateurs : emploi, développement économique, formation scolaire, accès au système de santé, sécurité, etc.
- Améliorer la visibilité sur ces territoires mais aussi mieux en mesurer l'évolution et, par là même, évaluer les effets des moyens mis en œuvre.
- Mettre à la disposition des observatoires locaux les informations disponibles au niveau national, lorsqu'elles sont détaillées jusqu'au niveau de la ZUS.

## Types de bases de données

La mise en œuvre d'un dispositif d'observation de la politique de la ville, et plus précisément des ZUS, se heurte à plusieurs obstacles. Il est ainsi difficile d'obtenir des données infra-communales, permettant d'isoler les quartiers et de comparer leur situation

avec celle de leur commune ou de leur agglomération.

Les données, par ailleurs, sont souvent très dispersées et parfois difficiles à obtenir en raison des contraintes propres aux organismes producteurs, notamment en matière de diffusion. Quand elles sont issues de fichiers administratifs conçus dans un objectif de gestion, ces informations ne sont pas toujours exploitables ou nécessitent des traitements spécifiques. Enfin sur certains thèmes, peu de données sont actuellement disponibles (en matière de santé notamment).

### Informations venant de recensement, de sondages, projets de recherche, données institutionnelles

De nombreuses informations sont disponibles au niveau local mais nécessitent d'être harmoniser et de couvrir le territoire des ZUS. Certains domaines comme la démographie, le chômage, l'activité économique, l'éducation, les dispositifs de politique d'emploi (contrat jeune notamment) et les revenus des ménages font l'objet d'enquêtes régulières. Ces domaines ont déjà donné lieu à de premières analyses dans le rapport 2004 de l'observatoire.

### Utilisation d'un SIG

Afin de mettre à la disposition des observatoires locaux les informations disponibles au niveau national, l'Observatoire s'appuie aujourd'hui sur le SIG (Système d'information géographique), et envisage par la suite de créer un espace dédié à l'observation locale sur le site internet de la DIV. L'ensemble de ces informations devraient ainsi aider les collectivités locales à ajuster leur politique et mieux appréhender leur champ d'interventions prioritaires.

### Bassin géographique couvert par l'observatoire : local, municipal, régional, provincial, national, international

National et local

# Observatoire parisien de la tranquillité (Paris, France)

---

## Nature ou statut juridique

L'observatoire parisien de la tranquillité publique constitue un outil d'aide à la décision de la Direction de la Prévention et de la Protection de la Ville de Paris.

## Rattachement

Direction de la Prévention et de la Protection de la Ville de Paris

## Mission

Recensement et analyse des faits de nature à troubler la tranquillité publique.

## Activités

- Analyser les informations recueillies afin de situer, comptabiliser et comprendre les causes des faits pour ensuite réorienter les moyens de prévention et de protection (personnel, alarmes...) sur les sites les plus exposés
- Renforcer la politique de prévention par des réponses de proximité (médiation sociale, correspondants de nuit, sécurisation des points d'école, Ville Vie Vacances, lutte contre la récidive...)
- Surveiller et protéger le patrimoine municipal, ses personnels et ses usagers
- Prévenir et lutter contre les incivilités (salubrité, bruits de voisinage, bon ordre des foires et marchés, occupation illicite du domaine public...)

## Modalités de diffusion des résultats

La Ville de Paris a retenu pour ce projet l'outil collaboratif et de gestion des processus d'OpenCS. L'application a été intégrée par IBM dans le système d'information de la Mairie et hébergée par la Mairie de Paris. Chaque utilisateur peut ainsi avoir accès à l'application via l'intranet de la Mairie en utilisant son identifiant habituel. Autre avantage, l'application a été mise en place très rapidement, deux mois, grâce à une approche incrémentale impliquant les utilisateurs à l'amont qui peuvent modéliser le dispositif au moyen de jeux de rôles.

## Banque de données utilisées

Depuis janvier 2006, une procédure de signalement des faits troublant la tranquillité publique constatés dans les équipements et bâtiments municipaux a été mise en place. Ce dispositif permet ainsi de recenser l'ensemble des atteintes aux biens (vols, dégradation de locaux et de matériels...), des atteintes à la tranquillité publique



(occupation abusive, tapages, bagarres, comportement agressif, intrusion...) et des atteintes aux personnes (agressions, physiques ou verbales...), particulièrement celles subies par les agents de la Mairie de Paris.

Le système de fiches manuelles a été remplacé par un dispositif de saisie décentralisée grâce à un outil web. Les agents de surveillance spécialisés ou des correspondants proches du terrain pouvant constater l'incident, saisissent son signalement dans le système. L'information est transmise ensuite automatiquement via un workflow à des personnes désignées au niveau de chaque Direction pour validation. Ces dernières peuvent éventuellement apporter des commentaires ou des corrections, ou supprimer les doublons. Il est possible également de demander des renseignements complémentaires aux agents sur le terrain si l'information se révèle incomplète. Les utilisateurs peuvent ensuite suivre à l'écran le traitement donné au signalement et pourront disposer prochainement d'un état statistique en temps réel des incidents constatés dans leur service. Les informations produites par le système sont versées dans un Infocentre pour consultation par les différents utilisateurs. Ce dispositif qui supprime ainsi tous les goulots d'étranglement liés à la saisie fiabilise les informations statistiques.

# Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine (Toulouse, France)

---

## Nature ou statut juridique

Groupe d'intérêt public pour l'application du 3<sup>e</sup> contrat de la ville de l'agglomération toulousaine

## Rattachement

Mission dans cadre du contrat local de sécurité périurbaine de l'agglomération de Toulouse 2002 (juillet)

## Structure de fonctionnement

- Un chargé de mission
- Partenaires locaux et universitaires
- Responsable scientifique
- Stagiaires

## Mission

Réaliser des enquêtes évaluatives et prospectives, des diagnostics et des audits susceptibles de fournir aux acteurs locaux des données de connaissance objective et des outils d'aide à la décision sur les questions de déviance et de délinquance

## Activités

- Collecter et rassembler les indicateurs institutionnels sur mesures de la délinquance et des insécurités
- Développer des outils complémentaires de mesures et conduire des études et des recherches sur la délinquance, déviance, et réponses publiques et privées sur insécurité.
- Pôle de ressources pour acteurs locaux
- Développer une culture inter-institutionnelle de l'observation avec appui sur dynamiques existantes
- Lieu d'échange et de débat permettant d'appréhender les questions d'insécurité

Trois pôles :

- Indicateurs et tendances
- Enquêtes et évaluations
- Contacts et information

## Membres et clientèles visées

Tableau de bord mensuel MODAT indicateurs avec l'ensemble des données avec guide méthodologique.

## Réseau d'appartenance

- Partenaires
- Services de l'État, collectivités locales (conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance-CISDP), des communautés d'agglomération du Grand Toulouse et du SICOVAL.



CENTRE  
INTERNATIONAL  
POUR LA  
PRÉVENTION  
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL  
CENTRE  
FOR THE  
PREVENTION  
OF CRIME

CENTRO  
INTERNACIONAL  
PARA LA  
PREVENCIÓN  
DE LA CRIMINALIDAD

Contact : [CIPC@crime-prevention-intl.org](mailto:CIPC@crime-prevention-intl.org)  
465 rue St-Jean bureau 803  
Montréal (Québec) Canada  
Téléphone : +1.514.288.6731  
Document disponible sur le site du CIPC :  
[www.crime-prevention-intl.org](http://www.crime-prevention-intl.org)

